

Union européenne (défis)

Après presque 50 ans d'évolution, l'Union européenne doit relever de nombreux défis, souvent récurrents. Trois défis majeurs se distinguent.

Tout d'abord, en ce qui concerne le poids de la politique agricole commune (PAC), la France en est le premier bénéficiaire (système d'aides directes et indirectes versées par l'Union européenne aux agriculteurs). Mais les critiques des autres partenaires européens sont nombreuses : ce système d'aide n'a plus de raison d'être puisque l'agriculture européenne est auto-subsistante (elle crée même de nombreux excédents) ; le budget accordé à ce seul secteur d'activité est trop important par rapport aux autres secteurs (recherche scientifique, industrie, etc.) ; il n'est pas normal que la France touche la majorité des subventions, etc. La position française est aujourd'hui délicate : continuer de satisfaire le monde rural (choix électoral et économique) ou décider d'accepter une refonte générale du système. De plus en plus isolée, dans une Europe à 27 où les choix agricoles semblent secondaires, la vision agricole franco-française semble condamnée.

Ensuite, la réforme des institutions face à l'élargissement est aujourd'hui nécessaire. Comment continuer à gouverner à 27 avec des institutions prévues pour 12 ? Les blocages sont déjà nombreux. Quoi qu'il en soit, la difficulté qu'éprouve l'Europe à se doter d'institutions cohérentes et fonctionnelles vient peut-être des hésitations de ses propres citoyens à se déterminer sur les modalités de son existence. Faut-il un véritable État supranational ou une organisation intergouvernementale ? Faut-il étendre les compétences de l'Union ou les limiter ? Le rejet en 2005 de la constitution européenne par certains pays permettra peut-être de créer les conditions d'un débat sur l'avenir de l'Union.

Enfin, la question de l'élargissement de l'Union est problématique. Pourtant, dès sa création, la Communauté européenne a affirmé sa vocation à s'élargir à l'ensemble des pays européens. Les élargissements successifs ont cependant fait naître la crainte d'une Europe « trop grande », sans réelle unité. De plus, le débat sur la Turquie conduit à s'interroger sur l'identité européenne.